



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,797>

ACTUALITÉS

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1050 - janvier 2005 -

Date de mise en ligne : samedi 4 novembre 2006

Date de parution : janvier 2005

Description :

JEAN-PIERRE MON nous fait une balade peu réjouissante dans l'actualité.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'INVESTISSEMENT EST MOINS BIEN ORIENTÉ QUE PRÉVU

Les chefs d'entreprise interrogés en octobre par l'Insee ont révisé en baisse leurs perspectives d'investissement pour 2004. Alors qu'ils tablaient en juillet sur une hausse de 8% dans l'ensemble de l'industrie et de 6% dans l'industrie manufacturière, ils s'attendent maintenant à une progression de 5% et 3%, respectivement, selon l'enquête publiée lundi 15 novembre [1]. Pour 2005, les industriels sont encore plus réservés et tablent sur une baisse de l'investissement industriel de 3%. L'Insee précise cependant qu'à cette époque de l'année ils sont toujours très prudents. Ces prévisions témoignent toutefois d'une baisse de confiance que corrobore l'indicateur du climat des affaires publié le lundi suivant par la Banque de France : il recule à 103 points en octobre, contre 105 en septembre. La croissance en 2004 ne devrait donc pas dépasser 2,2% estime l'institut d'émission.

La baisse dans l'ensemble de l'industrie serait due principalement au secteur agroalimentaire qui réduirait ses investissements de 7%. Le secteur des biens intermédiaires connaîtrait cependant, selon l'Insee, une croissance « particulièrement forte de ses dépenses d'équipement à 8% ». Les investissements réalisés en 2004 seraient destinés à la modernisation et à l'extension des capacités de production.

JUSTICE À L'ENCAN

Une (grosse) firme peut de plus en plus frauder, pourvu qu'elle ait les moyens de payer :

"Deutsche Bank Securities, la division de courtage de la Deutsche Bank a accepté de payer 875 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites engagées par la Securities and Exchange Commission (SEC, l'autorité boursière américaine) pour diffusion d'analyses biaisées [2].

"Time Warner, numéro un mondial des médias, serait proche d'un accord à l'amiable avec la SEC, après la découverte d'irrégularités comptables dans sa filiale AOL [3].

"Le groupe pharmaceutique britannique Glaxosmithkline va payer 2,5 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites engagées par la justice de l'État de New York qui l'accusait d'avoir caché des informations sur son médicament antidépresseur Paxil.

"Le groupe mondial d'assurances AIG a annoncé la signature d'un accord à l'amiable avec la justice américaine, destiné à mettre fin à plusieurs enquêtes sur ses activités [4]. Moyennant quoi, dès cette annonce, les actions du groupe ont gagné 2,15%.

CHIRAC ET LA BCE

Dans son intervention télévisée du 14 juillet dernier J. Chirac avait déclaré : « La Banque centrale européenne ne peut pas avoir pour seul et unique objectif la stabilité des prix. C'est une exigence, mais il y a aussi la croissance et la gestion des finances publiques européennes en fonction de la croissance ... il est tout de même frappant de

constater la différence entre notre gestion et celle des États-Unis, sous l'éminente impulsion de M. Greenspan... La Réserve fédérale des E.U n'hésite pas à prendre les mesures qui s'imposent pour relancer l'économie quand elle en a besoin, y compris par le déficit budgétaire. ...La BCE n'est pas du tout dans cet état d'esprit. On lui a donné une autre mission. Elle applique sa mission. Tout cela mérite d'être réexaminé ».

Moyennant quoi, en toute incohérence, Chirac appelle à voter Oui au référendum après avoir signé en notre nom le traité constitutionnel dans lequel on peut lire, au contraire, que « L'objectif principal du système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix ».

L'ENVOLEE DE L'EURO

Les déclarations [5] du Secrétaire américain au Trésor, John Snow [6], réaffirmant qu'il était favorable à un dollar fort, n'ont convaincu personne parmi les participants au sommet du G20 de Berlin, le 21 novembre. Le Président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, mettait en garde au même moment les autorités américaines en leur rappelant que les investisseurs étrangers pourraient à l'avenir choisir d'autres devises et exiger des rendements plus hauts sur le dollar.

Dans la foulée, le gouverneur de la Banque centrale russe a déclaré le 23 novembre qu'il était préoccupé par la faiblesse du dollar, monnaie qui constitue 70% des réserves de changes de la banque et que : « compte tenu de la dynamique de l'euro face au dollar, nous discutons de la possibilité de changer la structure de nos réserves ». Du coup l'euro a aussitôt monté, et continue allègrement [1].

GUERRES MODERNES

« Depuis 1945, 250 guerres ont décimé 23 millions de personnes dont 90% de civils - contre 50% lors de la deuxième guerre mondiale et "seulement" 10% pendant la première. Trois victimes sur quatre sont des femmes ou des enfants ». Comme quoi il vaut mieux être militaire que civil et homme que femme ou enfant ! « Rien que dans la décennie 1990, on dénombre 4 millions de morts, 50 millions de réfugiés, 5 millions de handicapés, 1 million d'orphelins. Le coût et la gestion des "après-guerre" dans cette même décennie s'élève à 360 milliards de dollars, 11% de l'aide au développement y sont consacrés ». Les "entrepreneurs de guerre" [7] prospèrent dans les pays qui cumulent faible croissance, faibles revenus et... ressources naturelles (diamants, pétrole,...) importantes. Enfin, les "ajustements structurels" imposés par le FMI ne font qu'envenimer les choses.

[1] Le Monde, 16/11/2004.

[2] Le Monde, 28/08/2004.

[3] Washington Post, 23/11/2004.

[4] Le Monde, 25/11/2004.

[5] Le Monde, 25/11/2004.

[6] C'est déjà lui qui le 17 mai 2003 répondait à ses collègues du G8, qui s'inquiétaient de la faiblesse du dollar : « Qu'est-ce qu'une monnaie forte ? C'est une monnaie difficile à contrefaire, comme notre nouveau billet de 20 dollars ». Façon, à peine diplomatique, de leur dire qu'ils se mêlent de leurs affaires et qu'à la différence de l'Union européenne, le gouvernement des États-Unis manipule sa monnaie comme il l'entend.

[7] Dénomination imaginée par J-C Ruffin, président d'action contre la faim.